# Après les manifestations du 12 septembre, quelle stratégie pour gagner ?

Les manifestations du 12 septembre ont rassemblé en France 223.000 manifestant-e-s selon la police, et 400.000 selon la CGT. C'est équivalent à la première manifestation contre la loi travail le 9 mars 2016 (cf. en annexe un récapitulatif des manifestations de 2010 contre la réforme des retraites et de 2016 contre la loi travail). On peut voir le verre à moitié plein et le verre à moitié vide :

- C'est un tour de chauffe réussi, quelques jours après la rentrée. L'an dernier, le 15 septembre 2016, il y avait trois fois moins de manifestant-e-s dans la rue pour relancer la mobilisation contre la loi travail. Il y avait la joie de se retrouver nombreux/ses dans la rue. Il y avait aussi de la détermination, des envies de « grève générale ». Prometteur
- Néanmoins, la mobilisation peut paraître faible par rapport à l'ampleur de l'attaque. Le 7 septembre 2010, il y avait 4 à 5 fois plus de monde dans la rue. Les taux de grève ont été très faibles dans le privé, la fonction publique et à la Sncf.

Nous préférons insister sur le potentiel qu'exprime cette journée de mobilisation. Malgré les défaites de 2010 et 2016, des dizaines de milliers de jeunes et travailleurs/ses ont relevé la tête et sont en attente d'une stratégie pour gagner.

Bien évidemment, il faut lutter, sur nos lieux de travail, dans nos facs, dans nos quartiers, et s'organiser. Un des moyens centraux dans ce combat pour faire reculer le gouvernement reste de construire nos syndicats. Nous avons la date du 21 septembre pour cela, et d'ici là, il va falloir la construire. Il va falloir décortiquer le projet politique de Macron, expliquer à quel point les attaques prévues sont gigantesques, expliquer qu'aucun-e d'entre nous ne sera épargné-e. Nous devons, à l'intérieur de nos syndicats, et en utilisant des outils comme le Front Social, convaincre nos collègues que pour faire reculer ce gouvernement déterminé, nous n'avons comme seule alternative que de construire la grève générale reconductible qui bloquera l'économie. Cette grève permet de prendre conscience que le système capitaliste repose sur les travailleurs et les travailleuses, sur les exploitées, et que tou-te-s ensemble, notre force est elle aussi

gigantesque. Et cette grève là ne pourra être construire sans les directions syndicales, qui avec leur appareil, pourront l'empêcher de se produire. Si la CGT se montre le syndicat le plus combatif, elle fait le minimum pour assurer à son appareil une certaine reconnaissance des travailleurs/ses, et ne pas trop gêner le gouvernement. Il faut évidemment aller bien plus loin, et nous devons utiliser différents cadres pour les interpeller et faire pression grâce aux militant-e-s les plus combatif/ves, dans les syndicats, les Front Sociaux et les partis comme le NPA.

## La stratégie des directions syndicales : des journées d'action dispersées

Les directions syndicales n'ont tiré aucune leçon des défaites de 2010 et 2016. En 2010, malgré d'immenses manifestations, malgré des grèves reconductibles, le gouvernement a maintenu sa réforme des retraites. La responsabilité de la défaite incombe aux directions syndicales : elles ont refusé d'appeler à la grève générale et ont préféré épuiser les travailleurs/ses dans des journées d'action qui ne perturbent pas assez l'économie pour faire reculer un gouvernement déterminé. Rebelote en 2016 : les directions syndicales ont appelé à des journées d'action tant qu'il y avait des manifestant-e-s… avec le même résultat. Et aujourd'hui, elles s'apprêtent à faire la même chose, du moins pour celles qui n'ont pas capitulé d'entrée de jeu face au gouvernement. La direction de la CGT a fixé une nouvelle date de mobilisation : ce sera le 21 septembre, deux jours avant la « marche contre le coup d'état social » lancée par la France insoumise. Et après le 21 septembre, nul doute que la direction de la CGT organisera une journée d'action. Jusqu'à épuisement. L'essentiel, pour elle, est de garder la main, de canaliser la colère, mais pas de proposer une stratégie pour gagner. En outre, les syndicats de fonctionnaires ont fait le service minimum pour le 12 septembre, concentrant leurs forces pour une journée d'action mi octobre propre à la fonction publique (avant le « rendez-vous salarial » avec le ministre). La FSU joue un rôle moteur dans cette politique de division entre fonctionnaires et salariés du privé : elle a refusé d'appeler à la grève le 12 septembre et mis en avant une journée d'action mi-octobre, alors que combattre séparément nous condamne à une défaite commune !

## Quelle stratégie opposer à celle des directions syndicales ?

Malheureusement, comme en 2010 ou en 2016, notre parti n'oppose aucune stratégie à celle des directions syndicales. La politique des directions syndicales est taboue. Nous disons certes qu'il faudrait un mouvement d'ensemble, une grève massive qui bloque l'économie pour faire céder le gouvernement… mais nous ne disons rien sur la façon d'y arriver. Pire, nous nous contentons d'avancer comme perspective… de nouvelles journées d'action (https://npa2009.org/agir/social-autres/ordonnances-contre-le-droit-du-travail-tous-dans-la-rue-le-12-septembre) : « *Il faudra d'autres échéances de mobilisation, d'autres rendez-vous, d'autre dates de manifestation, rapidement après le*

*12 septembre* ». Et la majorité du NPA refuse obstinément de dire un mot du « Front social » qui regroupe les militants lutte de classe qui veulent construire la grève générale ! Malheureusement, certains courants de la gauche du parti partagent cette orientation de la direction. Ainsi, le CCR (tendance du NPA) qui anime le site « Révolution permanente » n'a rien trouvé de mieux que de féliciter Martinez d'annoncer une nouvelle journée d'action le 21 septembre... sans se démarquer d'un iota de Martinez : http://www.revolutionpermanente.fr/La-CGT-appelle-a-une-seconde-journee-de-greve-le-21-septembre

Nous devrions à l'inverse expliquer plusieurs choses :

- la politique des directions syndicales nous mènent à la défaite, et la succession des journées d'action ne conduisent pas à la grève générale mais à l'épuisement du mouvement et à sa défaite ;
- il faut donc s'organiser dans les syndicats et dans des cadres plus larges (comme le Front social) pour faire pression sur les directions syndicales pour qu'elles rompent le dialogue social et proposent un véritable plan de mobilisation conduisant à la grève générale. Plus de journées plan plan ! Les directions syndicales devraient organiser des blocages (ce n'est pas un mode d'action réservé aux forains réactionnaires!), prélude à un véritable appel à la grève générale. Il faut se battre publiquement pour cela, sans craindre les remontrances des bureaucrates qui servent en dernière instance les intérêts du système capitaliste.

Beaucoup de jeunes et travailleurs/ses se posent des questions sur la politique des directions syndicales, hésitent à se mobiliser car ils et elles ne perçoivent pas de possibilité de victoire. Beaucoup, d'ores et déjà, contestent la stratégie des journées d'action dispersées. À Paris, 20% de la manifestation (surtout des jeunes) a manifesté dans le cortège de tête. Solidaires dit clairement que les journées d'action ne suffiront pas et qu'il faudra une grève générale. Notre parti devrait aujourd'hui se confronter publiquement aux directions réformistes et démontrer son utilité en proposant des cadres pour les déborder. Mais aujourd'hui, notre parti martèle qu'il faut que tout le monde se mette autour de la table pour discuter des suites. Mais le problème fondamental n'est pas que la CGT ou Mélenchon décident de leurs dates en solo sans associer les « petits ». Le problème est leur politique : Mélenchon vise à occuper le terrain pour préparer les prochaines échéances électorales et donner un appui à son combat dans les instances institutionnelles et Martinez cherche à obtenir quelques concessions du gouvernement sans franchir certaines lignes jaunes. En effet, si Martinez lance toute la machine de la CGT dans la bataille, elle pourrait y perdre sa place centrale dans le « dialogue social », ses permanent-e-s.

La majorité du NPA considère qu'il ne faut pas désespérer Billancourt en expliquant la politique des directions syndicales. Mais les travailleurs/ses ne sont pas des imbéciles à qui il faudrait cacher nos analyses (en supposant qu'elles nous sont communes) pour les entraîner d'abord dans l'action. Ce raisonnement étapiste est profondément erroné.

C'est d'ailleurs le même raisonnement qui justifie le fait qu'on devrait en rester dans un premier temps à une posture anticapitaliste sans rien dire de notre conception du communisme. Notre parti devrait aujourd'hui à l'inverse populariser un projet communiste et une stratégie pour construire la grève générale, ce qui implique d'assumer un haut niveau d'affrontement avec les bureaucraties syndicales.

Mercredi 13 septembre, les fédérations CGT et FO des transports ont appelé à la grève illimitée contre les ordonnances à partir du 25 septembre ( http://cgt.fr/Les-federations-Transports-CGT-et-FO-appellent-a-la-greve-illimitee-le-25.html). Il faut désormais mener la bataille pour que les confédérations syndicales ne laissent pas les travailleurs/ses des transports isolés. Les directions confédérales doivent appeler à la grève illimitée à partir du 25 septembre, et mettre toutes leurs forces pour organiser le blocage de l'économie.

# Annexes

## Manifestations contre la loi travail en 2016

| | **France** | **Paris** | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Syndicats** | **Police** | **Syndicats** | **Police** |
| 09/03/16 | 500.000 | 224.000 | 100.000 | 27.000 |
| 17/03/16 | 150.000 | 69.000 | 80.000 | 9.000 |
| 31/03/16 | 1.200.000 | 390.000 | 160.000 | 27.000 |
| 09/04/16 | 200.000 | 120.000 | 110.000 | 20.000 |
| 28/04/16 | 500.000 | 170.000 | 60.000 | 15.000 |
| 01/05/16 | | 84.000 | 70.000 | 17.000 |
| 12/05/16 | | 55.000 | 50.000 | 12.000 |
| 17/05/16 | 220.000 | 68.000 | 55.000 | 12.000 |
| 19/05/16 | 400.000 | 128.000 | 100.000 | 14.000 |
| 26/05/16 | 500.000 | 153.000 | 100.000 | 19.000 |
| 14/06/16 (manif centrale) | 1.300.000 | 125.000 | 1.000.000 | 80.000 |
| 23/06/16 | 200.000 | 70.000 | 60.000 | 20.000 |
| 28/06/16 | 200.000 | 64.000 | 55.000 | 15.000 |
| 05/07/16 | 100.000 | 30.000 | 45.000 | 7.500 |
| 15/09/16 | 170.000 | 78.000 | 40.000 | 13.500 |

## Manifestations contre la réforme des retraites en 2010

| | **France** | **Paris** | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Syndicats** | **Police** | **Syndicats** | **Police** |
| 23/03/10 | 800.000 | 395.000 | 60.000 | 31.000 |
| 01/05/10 | 370.000 | 195.000 | 70.000 | 17.000 |
| 27/05/10 | 1.000.000 | 395.000 | 90.000 | 22.000 |
| 24/06/10 | 1.920.000 | 797.000 | 130.000 | 47.000 |
| 07/09/10 | 2.735.000 | 1.120.000 | 270.000 | |
| 23/09/10 | 3.000.000 | 997.000 | 300.000 | 65.000 |
| 02/10/10 | 3.000.000 | 899.000 | 310.000 | 63.000 |
| 12/10/10 | 3.500.000 | 1.230.000 | 330.000 | 89.000 |
| 16/10/10 | 3.000.000 | 825.000 | 310.000 | 50.000 |
| 19/10/10 | 3.500.000 | 1,100.000 | 330.000 | 67.000 |
| 28/10/10 | 2.000.000 | 560.000 | 170.000 | 31.000 |
| 06/11/10 | 1,200.000 | 375.000 | 90.000 | 28.000 |
| 23/11/10 | | 52.000 | 10.000 | 3.200 |

**Gaston Lefranc**, le 13 septembre 2017